



A gauche : ruines des murs du palais à Umma. A droite : des pillards irakiens installés dans des tranchées de fouilles, à proximité de leur lieu d'opération et prêts à rencontrer des revendeurs

Iraq : dix ans déjà

Le rôle des militaires dans la protection des biens culturels en situation de conflit

par Peter Stone, Professeur en muséologie, Newcastle University, Royaume-Uni

Le 20 mars 2013 marquera le 10^e anniversaire de l'invasion de l'Iraq par la coalition dirigée par les États-Unis et le Royaume-Uni. Outre la terrible tragédie humaine qui s'en est suivie, et qui continue aujourd'hui, le patrimoine culturel iraquien a subi des dégâts importants au cours de la décennie.

Dans les mois précédant l'invasion, des archéologues et d'autres spécialistes des musées et du patrimoine culturel avaient tenté d'attirer l'attention sur les dégâts potentiels que le patrimoine pourrait subir en Iraq, si sa protection n'était pas incluse dans le programme de planification d'atténuation des risques de la coalition. Les images effroyables du pillage des musées, des bibliothèques, des archives, des galeries d'art et des sites archéologiques dans tout le pays sont restées gravées dans la mémoire de tout un chacun. Le vol d'objets dans les musées et les bibliothèques de l'Iraq représente une perte considérable, mais la véritable catastrophe a été le pillage de quantités inconnues de matériel archéologique, ainsi que la perte corollaire des informations contextuelles.

J'ai dû m'intéresser de manière inattendue

à ces questions quelques semaines avant l'invasion, lorsque le ministère britannique de la défense m'a demandé de l'aider à identifier les sites archéologiques et les musées nécessitant une protection. Cette demande était bien trop tardive pour être réellement utile, mais elle montrait que les militaires commençaient à prendre au sérieux la protection des biens culturels. L'incapacité à protéger correctement les biens culturels de l'Iraq a poussé des universitaires et des experts en patrimoine culturel à consacrer du temps et des efforts à la formation des militaires, afin qu'ils puissent assurer une meilleure prise en charge de la protection des biens culturels.

Dix ans d'activité

La première étape a consisté à enquêter sur les causes de l'échec en Iraq. Comme c'est si souvent le cas, la combinaison de plusieurs facteurs est à l'origine de ces

dégâts culturels, et en particulier trois d'entre eux : premièrement, les individus qui ont planifié l'invasion n'étaient pas conscients de l'importance du patrimoine culturel ; deuxièmement, les effectifs des troupes de la coalition étaient insuffisants pour à la fois renverser le régime de Saddam

La protection des biens culturels se trouvait en bas d'une liste d'actions qu'il aurait été intéressant de réaliser si les ressources avaient été disponibles

Hussein et assurer un environnement sécurisé dans lequel un nouveau gouvernement aurait pu se développer. La protection des biens culturels (PBC) se trouvait en bas d'une liste d'actions qu'il aurait été intéressant de réaliser si les ressources

avaient été disponibles, mais elles faisaient malheureusement défaut. Troisièmement, et c'est peut-être le plus dommageable, la communauté patrimoniale n'a pas réussi à conserver de bonnes relations avec les militaires qui ont sauvé tant de biens culturels européens à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si nous ne collaborons pas avec les militaires pour leur indiquer ce

qui est important, comment pouvons-nous leur reprocher de permettre la destruction de tels biens ?

Depuis, des conférences et des ateliers ont été organisés, des articles et des ouvrages publiés. Le premier élément de droit international concernant la PBC est inclus dans la *Convention de la Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé* et ses deux protocoles de 1954 et de 1999. En 2003, parmi les trois principaux combattants, seul l'Iraq avait ratifié la Convention – tout en l'ignorant. Les États-Unis ont signé la Convention, mais pas les protocoles, en 2009 ; malheureusement, malgré plusieurs déclarations publiques promettant la ratification, le Royaume-Uni n'a toujours pas pris cette mesure.

L'organisation internationale normalement chargée de cette tâche, le Bouclier Bleu, a toutefois gagné de l'importance depuis sa création en 1996. En 2008, l'Association des Comités nationaux du Bouclier Bleu (ANCBS) a été constituée, ce qui lui a permis de coordonner des opérations en Allemagne, suite à l'effondrement du bâtiment des archives à Cologne, ainsi qu'en Haïti suite au tremblement de terre, ou encore en Égypte et en Lybie, suite aux révolutions du printemps arabe. D'autres groupes d'influence et de niveau d'activité variables sont apparus, dont le CHAMP (un bureau de liaison informel entre les militaires intéressés et l'Institut archéologique d'Amérique), Saving Antiquities for Everyone (SAFE), et l'Association mondiale pour la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel (WATCH). En 2009, le Groupe de travail international sur les ressources culturelles militaires (IMCuRWG) a été institué pour renforcer les capacités des militaires à mettre en place une PBC dans l'ensemble de leurs opérations, ouvrir un forum pour une coopération internationale et un réseau pour ceux qui travaillent dans le contexte militaire, identifier des zones d'intérêt commun, partager les meilleures pratiques et les leçons de l'expérience, et sensibiliser les militaires à l'engagement envers la protection du patrimoine, aussi bien matériel qu'immatériel. À ce jour, les membres du IMCuRWG sont essentiellement des ressortissants d'Europe, d'Amérique du Nord et du Moyen-Orient, mais le groupe cherche à établir un réseau sur tous les continents.

Les militaires commencent aussi à accepter le fait qu'assurer la protection des biens culturels a deux conséquences :

d'abord ils ne perdent pas la bienveillance des populations locales ; ensuite ils ne permettent pas le développement d'un commerce illicite d'antiquités, dont les recettes sont souvent réinvesties par les combattants dans l'achat d'armes et de munitions pour lutter contre les forces d'occupation.

Certains changements à l'OTAN et dans la doctrine militaire de ses États membres depuis 2003 ont ouvert la porte à une véritable collaboration entre des spécialistes des biens culturels et les militaires. Il ne manque plus qu'un cadre de travail.

Une approche de la PBC en 4 volets

L'approche en quatre volets part du principe qu'il n'est pas possible de promouvoir la PBC auprès des militaires ou d'autres organes (par exemple la police et les douanes) en temps de conflit. Il vaut mieux commencer

par une formation de longue durée adaptée aux différents grades. Vient ensuite le second volet : une formation au pré-déploiement immédiat qui porterait sur les biens culturels dans la région en question. Le troisième volet concerne la PBC pendant le conflit, et le quatrième vise la phase de stabilisation après le conflit. Chaque volet requiert une expertise et des compétences différentes de la part des spécialistes du patrimoine culturel, et une implication directe plus ou moins importante de la part des militaires. L'OTAN serait prête à adopter cette approche, qui fournit un cadre pour une future collaboration dans l'idée que la PBC soit intégrée à l'avenir parmi les éléments fondamentaux de la planification militaire. En d'autres termes, nous ne pouvons pas rester assis à attendre la prochaine catastrophe. Nous devons tout faire pour limiter les conséquences de la prochaine guerre. ■

La destruction du patrimoine culturel en Iraq

Peter G Stone et Joanne Farchakh Bajaly (eds)

Boydell Press, première publication en mars 2008 (format rigide); format souple en 2009



La discussion sur les questions entourant la destruction des biens culturels en temps de conflit est devenue un thème clé dans les débats mondiaux. Ce livre, qui a remporté le prix de l'Institut archéologique d'Amérique James R. Wiseman Book Award en 2011, présente un panorama historique dès le 1^{er} mars 2006 concernant la destruction du patrimoine culturel en Iraq. Dans une

série de chapitres, il expose les histoires personnelles de quelques individus qui étaient, et dans la plupart des cas sont encore, impliqués. Ces individus sont impliqués à tous les niveaux, et viennent de plusieurs points du spectre politique, offrant une perspective circulaire et équilibrée qui fait souvent défaut dans les rapports écrits par un seul auteur. Il fournit également les premières réactions écrites par des Iraquiens sur la situation de l'archéologie en Iraq sous Saddam Hussein, ainsi qu'un aperçu et une mise en contexte des questions concernant le pillage, le vol et la destruction de sites archéologiques, le musée national d'Iraq et les bibliothèques de Bagdad, depuis le début de la guerre en 2003. Par ailleurs, il analyse notre attitude envers la préservation des ressources patrimoniales et culturelles et plus particulièrement, la conscience politique croissante de leur importance. Bien qu'elle ne concerne qu'un seul conflit, ayant lieu à un moment précis de l'histoire, la pertinence de ce travail va bien au-delà de ces frontières imposées.

Journée internationale des musées 2013

Musées (mémoire + créativité) = progrès social

Comme chaque année, la Journée internationale des musées aura lieu le 18 mai 2013. Elle a pour but de sensibiliser le grand public au rôle des musées dans le développement de la société. En 2012, 32 000 musées ont participé à l'événement dans 129 pays, sur les cinq continents



1- Bulgarie, Musée historique régional de Plovdiv : ateliers pour enfants ; 2- Afrique du Sud, Musée des sciences naturelles de Durban : visites du musée pour étudiants ; 3- Moldavie, Musée national d'histoire : ateliers organisés ; 4- Cameroun, Musée des civilisations, Dschang : clubs scolaires au musée.

Le thème de l'édition 2013 est le même que celui de la Conférence générale de Rio : *Musées (mémoire + créativité) = progrès social*. Résolument optimiste, ce thème sous forme d'équation réunit de manière dynamique différents concepts essentiels pour définir ce qu'est un musée aujourd'hui, soulignant la nature universelle de ces institutions et l'influence positive qu'elles exercent sur la société. Il résume le grand écart que les musées accomplissent et rappelle que leur vocation est de contribuer au développement et au rassemblement de la communauté.

Ce thème est décliné en cinq idées concrètes pour aider les institutions qui souhaitent participer à proposer un programme d'activités :

• Des structures d'éducation informelle

Le musée éduque de manière ludique ; c'est un lieu d'initiation sans obligation, qui favorise la connaissance au travers de moyens sans cesse renouvelés.

• Un espace social ancré dans son territoire.

Le musée est acteur de l'identité et du dynamisme d'un territoire. Par son action, il contribue à valoriser le passé de son territoire et à construire son avenir.

• Un lien intergénérationnel.

Les musées entretiennent et font vivre la relation entre une communauté et son histoire. Ils représentent des espaces de dialogue entre les générations.

• Présenter le patrimoine de manière moderne.

Les musées ont su rapidement saisir les opportunités de communication et de médiation associées aux nouveaux médias et sont désormais très loin de l'image poussiéreuse qu'ils ont pu avoir.

• Des pratiques innovantes pour mieux conserver.

Les dispositifs de conservation s'améliorent et le musée devient un véritable laboratoire où les techniques de travail ne cessent d'évoluer.

Pour la troisième année, l'ICOM patronne la Nuit européenne des musées, qui a lieu tous les ans le samedi le plus proche de la Journée internationale des musées. En 2013, les deux événements coïncident, puisque les deux événements auront lieu le samedi 18 mai. D'autre part, l'ICOM s'associe au Programme Mémoire du monde de l'UNESCO consacré à la préservation du patrimoine documentaire mondial afin de montrer que tous deux partagent la même conviction sur l'importance de la numérisation pour faciliter

l'accès aux contenus documentaires.

Les musées qui souhaitent participer trouveront des outils et documents pour les y aider sur le site Internet de l'événement : <http://imd.icom.museum>. L'affiche, la carte postale et la bannière web personnalisables y sont notamment disponibles en plus de 30 langues. Un kit de préparation est téléchargeable et contient des informations pratiques pour les musées qui souhaitent organiser des activités pendant la Journée internationale des musées. L'événement est également relayé sur Facebook (International Museum Day) et sur Twitter (#JIM2013 et #IMD2013). Tous les musées participants sont donc invités à transmettre leur programme à imd@icom.museum afin de pouvoir communiquer massivement sur l'événement partout dans le monde. A l'issue de la manifestation, n'hésitez pas à envoyer à cette même adresse mail les photographies prises à cette occasion ou les articles de presse sur le sujet afin de communiquer sur vos réalisations et annoncer l'édition suivante.

Nous comptons sur votre participation pour faire de cette manifestation cette année encore un moment chaleureux, dynamique et fédérateur et vous souhaitons une belle Journée internationale des musées 2013. ■

Réunion annuelle de IC MEMO

par Rosmarie Beier-de Haan, Responsable des collections et commissaire d'expositions, Musée de l'Histoire allemande, Berlin

La réunion annuelle du Comité international de l'ICOM pour les musées à la mémoire des victimes de crimes publics (IC MEMO), qui s'est tenue du 7 au 9 novembre 2012 à Perpignan, avait pour thème *Les mémoires de frontières, exils, internements et aide humanitaire*.

Organisée par le Président Jon Reitan, en coopération avec plusieurs institutions partenaires françaises et espagnoles, la réunion portait essentiellement sur les musées et les sites mémoriaux de la région frontalière franco-espagnole des Pyrénées orientales, particulièrement touchée par le nazisme, le régime de Vichy et le franquisme.

Denis Peschanski, président du projet mémorial du Camp de Rivesaltes, et sa collègue Nathalie Fourcade, ont retracé en quelques mots l'histoire du camp dans le contexte du XX^e siècle.

Le camp, situé près de la ville française de Perpignan, est actuellement en travaux, et deviendra un site mémorial national imaginé par l'architecte Rudy Riciotti, dont l'ouverture est prévue pour 2015. Il a d'abord servi de caserne de transit pour les troupes coloniales françaises, avant de devenir un centre de détention en 1939 pour les réfugiés de la guerre civile d'Espagne.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Juifs allemands, autrichiens et polonais, les Sinti, les Roma et autres groupes « indésirables » furent envoyés dans ce camp. Suite à la décision de déporter 10 000 Juifs durant l'été 1942, Rivesaltes est devenu un camp de rassemblement avant la déportation des internés juifs depuis la « zone libre » via Drancy (près de Paris) vers Auschwitz. Après la guerre d'Algérie (1954-1962), Rivesaltes a servi de camp d'assimilation pour plusieurs milliers de Harkis (Algériens soutenant la présence française en Algérie pendant la guerre) et leurs familles.

M. Peschanski a insisté sur le fait que les camps ne sont pas mis en avant dans la mémoire collective française, et il s'est exprimé à propos de la notion de mémorialisation, qui a souvent accordé la priorité aux groupes facilement assimilables par la mémoire collective, comme les héros de la résistance française,

par exemple, ou les victimes représentées par les Juifs. Les réfugiés espagnols n'ont pas bénéficié du même sort : jusqu'à un passé récent, ils étaient considérés comme une cinquième colonne, un groupe d'individus soupçonnés de vouloir saboter une grande puissance au profit d'une puissance étrangère, en l'occurrence le communisme. Interrogé à propos de la signification du futur site mémorial, M. Peschanski a expliqué qu'il faisait partie d'un projet de développement plus vaste destiné à sensibiliser le public et à faire toute la lumière sur un pan longtemps négligé de l'histoire.

De l'autre côté de la frontière, en Espagne, créer une mémoire collective de la guerre civile et du régime de Franco a été un processus ardu, voire indésirable. Selon Iratxe Momoitio Astorkia, directeur du Musée de la paix de Guernica, la ville espagnole de Guernica est devenue un symbole national après sa destruction par la Légion Condor en 1937. Néanmoins, la guerre civile, l'exode de masse et le franquisme demeurent encore aujourd'hui des tabous. Jordi Guixé, de l'université de Barcelone, comme Jordi Font Agulló, directeur du *Museu Memorial de l'Exili* à La

Jonquera, admettent qu'il est difficile d'entretenir une culture libre et autocritique de la mémoire dans ce pays.

Pendant ce temps, un exposé d'Eric Villargordo, de l'université de Montpellier, est venu apporter de nouvelles perspectives, en examinant le rôle particulier que l'art peut jouer dans la création d'une mémoire historique et culturelle. Il a également présenté les photographies de Manuel Moros, qui étaient tombées dans l'oubli. Ces extraordinaires images en noir et blanc illustrent pleinement les souffrances humaines endurées lors de la Retirada, l'exode des soldats de la guerre civile espagnole à travers les Pyrénées.

La réunion annuelle d'IC MEMO a été l'occasion d'un dialogue intellectuel constructif et de haute volée entre 30 professionnels des musées originaires d'Europe, des États-Unis et du Japon. La réunion a montré l'importance des échanges interculturels. ■

Pour le compte-rendu détaillé de la conférence (en anglais) :

www.gedenkstaettenforum.de/fileadmin/forum/Projekte/2013/Perpignan_2012.pdf



Excursion au site Mémorial du Camp de Rivesaltes

Rio 2013

À l'approche de la Conférence générale de l'ICOM, ce numéro met à l'honneur le cadre prestigieux de la *Cidade das Artes*, et propose quelques conseils pour profiter pleinement de cet évènement



La *Cidade das Artes*, le tout nouveau complexe culturel de la ville de Rio, conçue par l'architecte français de renom Christian de Portzamparc, accueillera la Conférence générale de l'ICOM en août. Ce lieu de résidence de l'Orchestre symphonique du Brésil, est reconnu comme la plus grande salle de concert moderne d'Amérique du Sud et est un nouvel établissement stimulant pour la scène culturelle brésilienne. Christian de Portzamparc a confié aux *Nouvelles de l'ICOM* ses ambitions pour ce complexe, et expliqué pourquoi ce projet lui tenait particulièrement à cœur

ICOM : Comment avez-vous été impliqué dans le projet Cidade das Artes ?

Christian de Portzamparc : On m'a proposé de concevoir la *Cidade das Artes* directement, sans passer de concours [... parce que] j'étais considéré comme un spécialiste de ce type de projet. Alors [les commanditaires] m'ont emmené en hélicoptère jusqu'au site, sans me dire où il se trouvait. On a fait le tour par le Corcovado, on part vers la zone ouest et j'ai vu un grand triangle qui était un échangeur autoroutier. Ils m'ont dit : « C'est là. »

ICOM : Connaissez-vous déjà le quartier de Barra da Tijuca ?

CdP : Je connaissais le quartier comme grand quartier neuf. Je connaissais cette longue autoroute et la ville qui s'est développée en 20 ans, avec des grands parcs, des logements privés, des bureaux, des centres commerciaux, etc. Le quartier s'est développé très vite mais il n'a pas un urbanisme très intéressant. Ce sont des zones où vous entrez avec une carte à puce, et si vous avez oublié le journal ou le pain, il faut ressortir en voiture, traverser la route et aller au centre commercial. Cet urbanisme a les défauts de cette époque, qui sont très compliqués à corriger. Les habitants autour m'ont dit : c'est formidable que vous fassiez quelque chose ici. Mais au début c'est vrai que j'avais l'impression que [le site] était un endroit un peu kitsch.

ICOM : Qu'est-ce qui vous a attiré dans le projet ?

CdP : Je me suis aperçu qu'il était important d'apporter quelque chose d'autre à ce quartier, que le terrain était gratuit, et que c'était un grand espace vide qui appartenait à la ville. Le maire [de l'époque, Cesar Maia] voulait que ce soit un lieu de culture qui

représente la collectivité, mais pas un lieu d'administration. Il n'y a eu aucun investissement public dans ce quartier depuis 20 ans et il a eu la bonne idée de dire qu'il fallait un symbole de la vie publique. Le fait que ce soit un lieu dédié à la musique était aussi important pour moi. Quand je suis arrivé sur le site, j'ai vu une colline et j'y suis monté tout de suite. A 10 mètres de haut, on voit la mer, on voit la montagne et tout d'un coup la ville est belle. Alors je me suis dit : il faudra que le public monte à 10 mètres, c'est essentiel. Quand on est au sol, on est entouré de voitures. Quand on monte à 10 mètres on est à nouveau dans ce grand paysage de Rio. Ça permet d'apprécier différemment ce quartier, qui devient pratiquement beau.

ICOM : Quels étaient vos ambitions pour le projet ?

CdP : J'ai commencé par faire un « brick perforé », c'est-à-dire un volume dans lequel on creuse des cavités pour montrer le contraste entre le volume pur et les cavités qui sont irrégulières dedans. Les grandes salles de musique forment forcément des volumes fermés à cause de l'acoustique et je ne voulais pas que tout soit fermé, je voulais que le lieu soit aussi ouvert au public. J'ai surélevé [le site] à 10 mètres, puis j'ai décidé qu'il devrait monter à 30 mètres. On trouve une véranda, les salles, et entre les salles, une terrasse de 20 mètres de haut. De là on voit loin : c'est la possibilité de voir et d'être vu. Il y a donc cette idée du plein et du vide.

En dessous, il y a un jardin de sculptures et de fraîcheur avec de l'eau qui passe à travers. Ce jardin est aussi devenu une promenade offerte où on peut venir passer l'après-midi. Dans mon esprit, le lieu n'était pas seulement fait pour venir aux concerts. J'ai aussi prévu un bar et un restaurant qui ne sont pas encore ouverts, et le site accueillera la bibliothèque de Barra et trois cinémas d'arts et essais.

ICOM : Qu'en pensez-vous du lieu comme site de la Conférence générale de l'ICOM ?

CdP : Je suis très content que cet événement puisse y avoir lieu. Ce projet est une des grandes réalisations de ma vie. J'ai fait beaucoup de choses et il y a beaucoup de projets que j'aime. La *Cidade das Artes* était une aventure très compliquée et en même temps le site poussait à faire quelque chose de vraiment exceptionnel. C'est une très bonne chose pour le projet que [l'ICOM] vienne ici. Que vous veniez et qu'il y ait quelques évènements de grande classe, [cela renforce] l'image de la ville.

COMMENT PROFITER PLEINEMENT DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ICOM

Planifiez votre participation

- Les inscriptions sont ouvertes sur le site de la Conférence : <http://rio2013.icom.museum>
- Des chambres d'hôtel à proximité du lieu de la conférence sont proposées aux participants à la conférence à des tarifs préférentiels, en nombre limité.
- Le programme est régulièrement mis à jour sur le site de la conférence.
- Les places pour les événements payants sont vendues par ordre d'arrivée des participants.

Explorez Rio de Janeiro et le Brésil

- Choisissez un parcours pour la journée d'excursions : musées et autres sites culturels, promenade à travers la ville, etc.
- Prolongez votre séjour au Brésil en choisissant l'un des voyages organisés avant et après la conférence.

Choisissez dans le programme de la conférence ce qui vous intéresse le plus

- Choisissez des réunions et activités des 31 Comités internationaux de l'ICOM.
- Passez d'une session à l'autre pour vous assurer d'avoir choisi le thème qui présente le plus d'intérêt pour vous.
- Venez chaque jour assister aux sessions plénières après d'intenses discussions en petits groupes. Vous y ferez le plein de nouvelles idées, avant d'entamer une nouvelle journée de conférence.

Rencontrez un maximum de personnes en dehors des salles de conférence

- Inscrivez-vous à des activités de rencontre : déjeuners thématiques, réceptions des Comités nationaux, etc.
- Nouez de nouveaux contacts partout où vous allez : lors des pauses café, des déjeuners, ou même dans les files d'attente...
- Ne visitez pas la ville seul, joignez-vous à d'autres participants.

TEMPS FORTS DU PROGRAMME

- Allocutions prononcées par des intervenants de haut rang, qui présenteront leurs points de vue sur des sujets multidisciplinaires ;
- Des discussions scientifiques au sein des 31 Comités internationaux de l'ICOM, qui débattront autour du thème de la conférence ;
- La Foire au musée où les entreprises et les musées exposeront leurs projets et produits les plus récents ;
- Des événements informels de rencontre favorisant le dialogue entre les professionnels des musées ;
- Des activités culturelles pour découvrir et explorer les trésors de Rio de Janeiro et du Brésil ;
- Des sessions administratives qui donneront lieu au compte-rendu et à l'évaluation des actions menées ces trois dernières années et au lancement des activités pour les trois prochaines années.

